

## LES OPTIONS DE OBAMA APRÈS LE FIASCO DE L'ADMINISTRATION BUSH

---



**Hall GARDNER**

Professeur de Politique internationale à l'Université américaine de Paris et auteur de *Averting Global War*, Ed. Palgrave, 2007

---

EN SA QUALITÉ DE PREMIER PRÉSIDENT NOIR de l'Amérique, l'élection de Obama représente une victoire pour des décennies de lutte pour les droits civils, et à ce titre seul envoie généralement un message positif au monde. Du côté interne, le président Obama espère soigner les divisions raciales et sociales qui ont divisé l'Amérique, en cherchant en même temps à « refaire » l'Amérique pendant cette ère de crise économique et politique globale. C'est à partir de cette optique que le tout premier geste de Obama a été de proclamer le 20 janvier 2009 « Jour National de Renouveau et de la Réconciliation ». Il a fait appel à tous les Américains « de servir les uns et les autres pour le résultat commun de refaire cette Nation pour notre nouveau siècle. » Encore plus concrètement, la toute première loi que le Président Obama a légalisé vise à soutenir le principe du salaire équitable au travail – sans discrimination de sexe ni de race.<sup>1</sup>

Dans la perspective de la politique étrangère, l'une des premières priorités de la nouvelle administration Obama est de « refaire » la société américaine dans l'espoir que les États-Unis enverront au monde un message plus positif, ainsi reconstruisant le moral américain. Alors que le Président Bush a bien tenté de souligner le « conservatisme compatissant » durant des périodes diverses de sa présidence, son soutien pour la peine de mort et ses efforts pour légitimer la torture (qu'il appelait « des techniques d'interrogation élevées ») ont infligé des dégâts conséquents au prestige américain dans le monde. Paradoxalement, le président Obama espère que les États-Unis pourront réaffirmer leur leadership dans le monde en démontrant un exemple positif à travers la *demonstration effect* (effet de démonstration) – en

évitant de polémiquer sur les « double standards » imposés qui ne faisaient que dénoncer l'arrogance générale de l'administration Bush.<sup>2</sup>

Le problème, cependant, est que malgré les intentions positives de Obama pour transformer l'image des États-Unis, sur les plans de politique interne et étrangère, l'administration Bush a légué au monde un héritage désastreux à options économiques/financières et de politique étrangère cernées. Dans des conditions socio-économiques internes de récessions chancelantes, l'administration Obama aura besoin d'aborder les durs dilemmes de traiter avec l'Afghanistan et l'Irak (après l'intervention militaire directe), le Moyen Orient, la Corée du Nord, la Chine et Taiwan. Mais il aura aussi besoin de se focaliser sur la porte arrière de l'Amérique, le long de la frontière avec le Mexique et en Amérique latine en général. L'administration Obama soulèvera ces défis, par l'approche de concertation multilatérale ; néanmoins, les États-Unis maintiendront ouvertes les options unilatérales si les démarches multilatérales échouent (comme cela paraît avoir été le cas de l'OTAN en Afghanistan).

Ce n'est ainsi pas surprenant que, pour l'un de ses tous premiers actes, le Président Obama ait décidé contre certains hauts fonctionnaires américains en signant quatre directives qui mettent fin aux installations de torture à Guantanamo, en restaurant le droit de *habeus corpus*. Obama avait effectivement exigé que la CIA abolisse toute installation de détention secrète à l'étranger et se tenir conformément à l' Article 3 des Provisions générales de la Convention de Genève.<sup>3</sup> Le problème, cependant, est que l'héritage légué par l'administration Bush possède une portée politique et juridique complexe : les détenus torturés peuvent exploiter ce fait pour se défendre. De surcroît, des pays tiers pourront ne pas prendre de la responsabilité de leurs propres militants extrémistes non repentis s'ils vont être libérés des prisons américaines.

Dans l'effort de renforcer son image eu égard aux droits de l'homme, les Etats-Unis pourront possiblement se rallier à la Cour Pénale Internationale, étant donné le fait que le Conseil de sécurité de l'ONU surveille les décisions de la CPI. Une omission par le Conseil de sécurité de l'ONU pourrait se produire – au moins en principe – quoiqu'en pratique cela a été difficile pour le Conseil de sécurité de l'ONU de gérer effectivement le cas du Soudan.<sup>4</sup> Le président Obama a affirmé qu'il consulterait les commandants militaires et examinerait le bilan de l'CPI avant de décider si les États-Unis devraient en devenir membre(s). Obama a affirmé conséquemment qu'il continuerait aussi à soutenir la CPI dans

ses enquêtes au Soudan. La Cour vient déjà d'émettre un mandat d'arrêt contre le président Omar al-Bashir au titre de crimes de guerre et crimes contre l'humanité. En contre-choc, le gouvernement soudanais a expulsé treize ONG internationales du centre de l'ONU, qui apportent une aide pour la nourriture, abris et soins au peuple de la région. Le risque est que quelques 2 millions de déplacés vivant dans des camps au Darfour pourraient perdre le soutien de l'aide et de l'assistance internationales. En effet, la CPI a opté de poursuivre des *revendications de justice* par comparaison à *de la paix par voie de négociation*— entraînant des conséquences risquées pour ces deux millions d'êtres humains qui à présent demeurent dans la souffrance.

Le président Obama paraît être bien conscient du besoin d'engager des efforts vraiment concertés afin de résoudre nombre de crises et de conflits. En cherchant à reconstruire la relation transatlantique États-Unis UE, on croit discerner que Obama écouterait de plus près ses alliés que l'administration Bush ne le faisait. Le fait que la France cherche à rentrer dans la structure de commande de l'OTAN (tout en restant en dehors du commandement nucléaire) devrait aider à renforcer la position européenne à l'intérieur de l'Alliance— et aider à réformer significativement l'Alliance elle-même.<sup>5</sup> Ici, contrairement aux visions de ceux qui préconisent « un OTAN global » ou une alliance de démocraties, et compte tenu du peu de disposition européenne à engager des forces militaires à l'étranger, les États-Unis peuvent actuellement conseiller vivement l'OTAN ainsi que les Européens à se focaliser sur les données géopolitiques les plus proches de leurs frontières, en traitant diplomatiquement avec la Russie, l'Ukraine et la Turquie— alors que les États-Unis agissent à l'étranger en Afghanistan ou ailleurs par « coalitions consentantes » par exemple. Eu à cet égard, il y a eu de la discussion sur la formation d'un nouveau Conseil sécuritaire transatlantique afin de mieux coordonner les relations américaines avec l'Union européenne dans les domaines de l'énergie, des finances, l'écologie et le terrorisme/piraterie, d'autre part, la politique envers la Russie, la Chine, l'Inde, le monde arabe/islamique, etc..<sup>6</sup>

En termes de sécurité de l'environnement, Obama signera le plus probablement le Protocole de Kyoto, en dépit de son opposition antérieure à cet accord, en sa qualité de Sénateur de l'Illinois, dû au groupe de pression des mines de charbon particulièrement conséquent de l'Etat. A ce point, l'Ouragan Katrina semblait prévenir des dangers afférents aux changements climatiques globaux. Obama paraît être maintenant conscient de comment un changement climatique peut transformer radicalement les affaires nationales et internationales. Son plan

en matière de l'énergie souligne différents moyens, tels que la puissance des vents et la promotion professionnelle afin de rendre plus efficaces les habitations et lieux commerciaux adaptés aux nouvelles énergies. Son plan énergétique sur 10 ans vise à épargner plus de combustible que les États-Unis importent à présent du Moyen-Orient de du Venezuela mis ensemble, donc en exploitant des véhicules hybrides construits en Amérique, par exemple.<sup>7</sup> Cela reste à voir, cependant, une réduction significative de dépendance énergétique des États-Unis (et de l'Europe) sur des fournisseurs étrangers pourraient influencer sur ces pays qui sont hautement dépendants d'exportations énergétiques et qui n'ont pas encore diversifié leurs économies en termes sociaux, politiques et économiques.

Tout comme il l'a préconisé, Obama aura ultimement besoin d'ouvrir la porte à des discussions américaines directes avec l'Iran, en vue de normalisation éventuelle des relations USA-Iran, tout en travaillant simultanément avec les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, plus l'Allemagne. Ainsi, alors qu'en s'engageant à ouvrir la porte à l'Iran, les États-Unis pourraient simultanément tenter à provoquer les Européens et la Russie à mobiliser des sanctions plus dures encore ou tout au moins mieux coordonner leurs actions, qui pourraient inclure l'application de la formule « carottes + bâton »<sup>8\*</sup>, mais en même temps tendre la main avec un respect et une honnêteté plus amples.

Tout comme témoigné par le discours de Obama de mars 2009 à l'occasion des vacances iraniennes *Norwuz*, fête puisant ses racines dans l'ancien Iran, Obama a initié une approche très différente et plus mesurée que celle de l'administration Bush. Il a cherché à faire appel à la République islamique d'Iran, en reconnaissant le nom formel du régime. Il a donc affirmé que la République islamique représente « une grande civilisation, et ses accomplissements ont mérité le respect des États-Unis et du monde ... Mon administration est maintenant engagée dans la diplomatie qui s'adresse à l'ensemble des dossiers devant nous, et à poursuivre des liens constructifs parmi les États-Unis, l'Iran et la Communauté internationale. Ce procédé ne sera pas avancé par des menaces. Nous cherchons par contre l'engagement honnête et fondé dans le respect mutuel. Là, Obama reconnaît que l'Iran et les USA peuvent avoir des intérêts communs en Irak et en Afghanistan, et pourraient trouver des affaires communes ailleurs aussi.

Le ton et l'approche sont différents que ceux de l'administration Bush, mais le but est similaire : convaincre le leadership iranien de ne pas développer de capacité de missile balistique et nucléaire. Là, cependant, il doit être démontré pourquoi le

développement d'armes nucléaires— qui pourrait résulter en une course régionale aux armements— n'est pas dans l'intérêt iranien *lui-même*. Les États-Unis, cependant, pourraient bien patienter pour voir qui va gagner les prochaines élections présidentielles iraniennes avant de commettre à des démarches téméraires. Si le président en place Mahmoud Ahmadinejad gagne en juin, les démarches proposées par Obama pour se réconcilier avec l'Iran pourraient bien rencontrer une opposition américaine interne considérable.

L'administration Obama aura en plus besoin de renforcer les efforts pour travailler avec les membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, plus le Japon et la Corée du Sud, afin de trouver des moyens de provoquer et tempérer la Corée du Nord à céder sa capacité d'armes nucléaires, en échange de garanties sécuritaires inter-liées. Cette option ne s'avère pas facile, étant donné les tests de missiles par la Corée du Nord au-dessus du territoire japonais, ce qui a résulté dans le déploiement de deux contre-torpilleurs équipés de systèmes anti-missiles *Ægis* (construits par les E-U) dans la Mer du Japon. Tokyo a aussi déclaré qu'il déplacerait des missiles sol-air *Patriot* sur le littoral nord du pays, par-dessus lequel la fusée Taepodong 2 de la Corée du Nord risque de voler. Les États-Unis, la Russie, le Japon et la Corée du Sud ont aussi demandé à Pyongyang d'annuler le test que l'on croit programmé militairement et non à des fins spatiales comme le soutient Pyongyang. Hillary Clinton, Secrétaire d'État a affirmé que le dit lancement pourrait compromettre les discussions visant à secourir la Corée du Nord à raison d'aides alimentaires et de pétrole en échange d'abandonner les armes nucléaires.

Avant que Obama ne soit élu, on a observé que l'administration Bush atteignait toutes les vitesses et allures afin de rapatrier les missions américaines, conformément aux accords avec le gouvernement irakien— on s'attendait à ce que la plupart des troupes américaines quittent l'Irak avant 2011. Ces accords apportaient à l'Irak un droit de surveillance sur le rapatriement des dispositifs militaires américains. Sans unanimité voir accord de toutes les parties irakiennes, on peut s'attendre à ce que les actes de terrorisme se poursuivent en vue d'accélérer le départ américain, alors que certaines factions pourraient exiger que les États-Unis restent encore plus longtemps, jusqu'à ce que le pays se sente davantage en sécurité. La prochaine région de conflit significatif pourrait être le Kurdistan irakien, du fait des disputes pétrolières. D'ailleurs, puisque l'administration Bush a investi si lourdement dans ce pays-là et étant donné les réserves pétrolières de

haute qualité significatives d'Irak, l'on conçoit difficilement comment Obama peut évacuer très facilement les forces militaires et avoirs américains.

Le président-élu Obama a argumenté que la priorité stratégique devrait être donnée à l'Afghanistan sur l'Irak mais ce n'est pas clair s'il pourra obtenir un plus grand soutien européen pour des compléments de troupes pour les missions de combat en Afghanistan comme il la exigé. L'entraînement européen pour l'armée et la police afghanes devraient définitivement être considéré une priorité. Là, les États-Unis ont l'intention d'intégrer des forces occidentales sous une seule et unique structure de commande, avec un déploiement par les E-U de 17,000 soldats supplémentaires, afin de faire face à une insurgence croissante.<sup>9</sup>

Alors que Washington concentre ses forces d'Irak en Afghanistan, le président Obama a été instamment sollicité par aussi bien le président afghan Hamid Karzai et le président pakistanais Asif Ali Zardari, de mettre fin aux assauts par les États-Unis et par l'OTAN qui ont tué pas mal de civils afghans et pakistanais– des pertes collatérales qui tendent à miner les buts politiques USA/OTAN. De telles frappes ont besoin davantage de précision chirurgicale. Il y a en plus un risque significatif que la stratégie américaine en poursuivant unilatéralement Al-Qaeda dans le Nord-Ouest du Pakistan (initialement soutenu par Obama)<sup>10</sup> pourrait résulter en la déstabilisation de ce pays, renforçant ainsi les motivations d'un coup militaire pro-islamique dans un pays disposant d'armes nucléaires.<sup>11</sup>

Obama aura besoin d'entreprendre des pourparlers secrets conçus pour séparer les groupes régionaux qui s'opposent au gouvernement du président afghan Hamid Karzai, d'une part, des Talibans et d'autres extrémistes panislamiques ayant des liens avec Al Qaeda, de l'autre, afin d'isoler encore plus celui-ci. Le rapport de la *White House (White Paper of the Interagency Policy Group's Report on U.S. Policy toward Afghanistan and Pakistan)* en ce qui concerne l'Afghanistan et le Pakistan recommande « d'exploiter les différences entre les insurgents, en vue de diviser entre le noyau dur des Talibans et des combattants moins engagés. L'intégration doit être menée par un Afghan. »<sup>12</sup> (Là, cependant, les Talibans du Mullah Omar semblent s'aligner à d'autres groupes majeurs, ainsi des Taliban Pakistanais<sup>13</sup>)

Une approche multilatérale nécessite, surtout, de connaître la coopération sécuritaire afghane-pakistanaise, renforcer les forces militaires et policières afghanes, et découvrir de nouvelles voies pour calmer le conflit indo-pakistanaise au Kashmir, tout en obtenant un soutien diplomatique de la Russie, et de l'Iran,

afin de promouvoir la paix régionale. Dans cette optique, le rapport *White Paper of the Interagency Policy Group's Report on U.S. Policy toward Afghanistan and Pakistan* a proposé « d'institutionnaliser des mécanismes plus forts pour la coopération bilatérale et trilatérale » entre les États-Unis, l'Afghanistan et le Pakistan, entre autres.

Et afin de distinguer davantage les motivations plus « modérées » de celles panislamiques plus radicales, Obama aura aussi besoin de gonfler les tentatives tardives du Président Bush pour résoudre le conflit israélo-palestinien. Suivant la guerre à Gaza— qui pourrait s'appeler la guerre des quatre élections (aux E-U, en Israël, en Palestine et en Iran)— ceci n'est évidemment pas une tâche simple. Cela se pourrait, en trouvant des moyens pour réconcilier les factions palestiniennes opposées, Fatah and Hamas et en ravivant l'Initiative 2002 de Paix de la Ligue Arabe qui avait promis de normaliser les relations entre Israël et la Ligue arabe, en échange que Israël reprenne des frontières comparables à celles de 1967. Pendant sa campagne électorale, cependant, Obama avait affirmé que Jérusalem devrait rester la « capitale indivisible » d'Israël, mais que son statut final serait connu à travers les négociations israélo-palestiniennes. Le manquement d'atteindre un règlement de la question moyen-orientale symboliquement vitale en particulier— par laquelle les Palestiniens ont à ce jour cherché une capitale partagée avec Israël à Jérusalem — rendra d'autant plus difficile de désamorcer « la guerre globale contre le terrorisme. »

Cependant, la crise en Mexique, ainsi que les manœuvres militaires russes avec le Venezuela, Obama aura besoin d'accorder davantage d'attention à l'Amérique Latine dont les gouvernements seraient devenus davantage populistes après les années de négligence par l'administration Bush. Le soutien américain pour le commerce « libre » subventionné au lieu du commerce « équitable », en particulier dans l'agriculture, a généralement augmenté le sentiment anti-américain dans toute la région. Le Venezuela se permet donc de fléchir ses muscles pétroliers face aux États-Unis, tout en cherchant de nouveaux marchés internationaux et en menaçant la Colombie de lancer un conflit contre elle.

Avoir à faire à Chavez sera assez dur (malgré la chute des prix pétroliers), toutefois Obama aura ultimement besoin de s'adresser à des sujets encore plus durs et concernant plus directement les Américains eux-mêmes : l'immigration hispanique, le mur tout le long de la frontière mexicaine, et le trafic de stupéfiants, ce qui est la vraie racine de la « guerre contre la drogue ». Environ 6,000 Mexicains

ont été tués dans les règlements de compte entre des gangs mexicains opposés et la « guerre contre la drogue » lancée en 2008 par le gouvernement mexicain, et environ 1.000 ont déjà péri en 2009. Tout ceci caractérise une situation très dangereuse qui a commencé à se répandre à travers la frontière américaine.

En ce qui concerne le Mexique, Hilary Clinton a reconnu la responsabilité des États-Unis dans la crise des drogues, en affirmant : « Nous savons pertinemment bien que les trafiquants de drogue sont motivés par la demande de drogues illégales aux États-Unis, d'autre part qu'ils sont armés par la transportation d'armes venant des États-Unis. »

En annonçant la création d'un nouvel Office de réalisation bilatérale (*Bilateral Implementation Office*) en Mexique où des fonctionnaires des deux gouvernements pourraient travailler ensemble contre les cartels de la drogue, Clinton souligna le concept de « responsabilité partagée » – ainsi indiquant que le problème n'était pas la faute des seuls Mexicains – une divergence significative de la politique antérieure des États-Unis qui dénonçait seul le Mexique.

Du fait que l'isolation américaine de Cuba n'a pas provoqué de « changement de régime » – et dans l'effort de contrôler l'influence russe et chinoise croissante à Cuba et dans la région en générale ... Obama pourrait étudier la possibilité de relations meilleures avec Cuba. (Le dirigeant chinois Hu Jing Tao a visité le Havane à la mi-novembre, en apportant des millions de dollars d'aide après que Cuba ait été frappée par trois ouragans, et en promettant des liens commerciaux plus rapprochés ; le président russe Dmitry Medvedev a aussi visité l'île vers fin novembre, lorsque des manœuvres militaires russo-venezuéliennes ont eu lieu.) Un rapprochement USA-Cuba paraît plus plausible, du fait que des Américains cubains anti-communistes paraissent posséder moins d'influence politique pendant que la génération plus ancienne anti-Castro s'éclipse et alors que l'équilibre de la dynamique politique hispanique métamorphose aussi les États-Unis. Si Obama n'ouvre pas l'agenda cubain, non seulement la prison américaine de Guantanamo représentera une affaire politique, mais il en sera de même du contrôle américain dans cette région revendiquée par Cuba.

Compte tenu de l'opposition russe à l'empiètement par les E-U et par l'OTAN dans son « voisinage étranger », ce n'est pas tout à fait surprenant que lors de son premier discours sur l'état de la nation au 6 novembre, le président russe Dmitry Medvedev a salué le président-élu Obama avec des avertissements que Moscou

déployerait des missiles Iskander (« Alexandre le Grand ») à capacité nucléaire ainsi des systèmes anti radar à Kaliningrad, afin de contrer les systèmes de Missiles de défense nationale (NMD) américains prévus pour être installés en Pologne et dans la République tchèque— si les États-Unis n'accordaient pas de priorité aux intérêts russes, en matière de politique étrangère.

En fait la menace russe visait plusieurs oiseaux avec une seule pierre. Cette menace ne représentait pas seulement une tentative pour bloquer le déploiement par les E-U de missiles NMD, mais aussi pour faire cesser l'expansion de l'OTAN en Géorgie et en Ukraine, tout en permettant de sécuriser le contrôle de Moscou sur Kaliningrad. Cette démarche par Moscou est douce et aigre en même temps : les menaces de Medvedev étaient accompagnées d'une offre de négocier les dossiers en instance avec les États-Unis, en partenariat égal sur la base de la parité. La Russie espère alors de négocier une nouvelle « pacte de sécurité pan-européenne ». Moscou veut que Obama agisse et non qu'il parle seulement, contre les coûts élevés et la nature « non prouvée » de la NMD. Les conseillers d'Obama ont bien indiqué que celui-ci n'a accordé aucune approbation conséquente en faveur de la NMD. Là, le président Obama a besoin de trouver des moyens d'engager plus intimement USA-OTAN, l'Union européenne et la coordination russe contre la menace de missiles venant de pays tiers, possiblement en déployant des systèmes de défense à missiles balistiques sur le territoire russe.

Les Russes ont commencé à jouer dur lorsqu'ils exigent une *parité* géopolitique avec les USA, pour caractériser l'exigence d'un nouveau pacte sécuritaire pan-européen. En mars 2009, en citant l'expansion militaire par les États-Unis et l'OTAN jusqu'à ses frontières, le président Medvedev a annoncé que la Russie doit vite faire jouer « un réarmement grande échelle ». Là, cependant, les moyens financiers relativement limités de la Russie, en comparaison avec les E-U, associés aux capacités militaires inexpérimentés (vues à travers le conflit en Géorgie) font paraître une telle accumulation militaire comme plus un bluff visant la consommation interne, qu'une menace substantielle et réelle.

Les États-Unis et les Européens continueront à soupçonner la Russie d'efforts visant à séparer l'OTAN et l'Union européenne, toutefois les soucis sécuritaires russes *légitimes* auront encore besoin d'être comptabilisés. La question majeure qui confronte Obama est si les E-U devraient continuer à encourager pour que la Géorgie et/ou l'Ukraine puisse(nt) devenir membre(s) de l'OTAN. Une autre option est de construire des « communautés sécuritaires régionales » sous une

structure de commande conjointe OTAN-UE-Russie mais séparément. Ceci voudrait dire un soutien américain, européen et russe plus fort pour les propositions par la Turquie membre de l'OTAN qu'il existe « une plate-forme de coopération et de stabilité Caucasienne » ainsi une réorganisation de « l'Organisation de coopération économique de la Mer Noire » afin de la rendre plus efficace en matières de sécurité.<sup>15</sup>

En plus que les sujets ci-dessus, le Président-élu Obama doit traiter une crise économique et financière profonde. Il aura en outre besoin de remanier le militaire, et le rendre davantage mobile, capable de traiter la contre-insurgence et à coût convenable. Cela devrait en sus être noté que la Chine répand son influence en Amérique Latine et en Afrique, tout en augmentant sa marine et sa capacité d'intervenir dans les voies de communication maritimes. Tout ceci associé à ses liens militaires rapprochés avec la Russie, force est d'observer que le fait que Pékin n'a pas encore cédé ses revendications de s'unir par la force avec Taiwan— malgré quelques nouvelles ouvertures diplomatiques en mars 2009— veut dire que la Pentagone doit rester préparée contre un éventuel conflit au cas où la Chine et Taiwan n'arrivent pas à s'entendre.

D'une part, Pékin a su mobiliser une menace missile significative, en augmentant à environ 1.500 le nombre de missiles à courte portée visées sur Taiwan, selon les sources gouvernementales taiwanaises. De l'autre, Pékin a promis des pourparlers politiques et économiques. Comme l'a affirmé Wen Jiabao, « Nous sommes ... prêts à accueillir des pourparlers sur des affaires politiques et militaires directement reliées et visant à créer les conditions pour mettre terme à l'état d'hostilités entre les deux rives du Détroit de Taïwan, et d'y conclure la paix. »

Ces pourparlers seraient sur la base du « principe une-Chine ». Le gouvernement de Taïwan a affirmé qu'il préférerait négocier les affaires économiques avant celles politiques ; néanmoins il se pourrait ultimement de négocier un arrangement « confédéral » basé sur le principe « une-Chine », mais avec deux gouvernements coopérants.

L'expérience des États-Unis en matière de « maintien de la paix » (en réalité, il s'agit de « faire la paix ») aussi bien en Afghanistan qu'en Irak a indiqué que la Pentagone a urgemment besoin de construire des expertises plus profondes en matière de langues, affaires civiles et conscience culturelle, en vue de reconstruction

nationale. La Pentagone a de plus besoin de moyens pour pouvoir travailler de plus près avec l'ONU, les organisations internationales et les ONG. Les forces américaines ont été sollicitées à outrance dans leurs combats asymétriques : en plus des milliers estropiés et mutilés, environ 300.000 hommes et femmes sont rentrés de l'Irak et de l'Afghanistan en exhibant des désordres liés aux stress post-traumatiques. D'une part, la Pentagone a besoin d'être préparé pour nombre de contingences disparates et de scénarios conflictuels, de l'autre l'armée américaine ne peut se figer en ambiance de Guerre froide en exigeant des armes « Hi-Tech » coûteuses non adaptées aux formes de conflits contemporains.

Espérons que le président Obama peut faire preuve de vision véritable et de leadership efficace afin de surmonter ces défis très dangereux et ces scénarios cauchemardesques.

## Notes

---

1. Le président Barack Obama a signé en légalisant son premier acte le 29 janvier 2009. Cet acte *Lilly Ledbetter Fair Pay Act*, sur l'égalité des prestations renverse une décision de l'année 2007 par la Cour Suprême qui tenait que les employeurs sont protégés de poursuites judiciaires en ce qui concerne la discrimination par race ou de sexe, si la revendication est basée sur des décisions faites par l'employeur depuis 180 jours ou plus.
2. Pour une critique de « l'arrogance » de l'administration Bush, voir Hall Gardner, *American Global Strategy and the 'War on Terrorism'* (Ashgate, 2007), édition livre de poche.
3. <http://www.unhchr.ch/html/menu3/b/91.htm>
4. [http://www.economist.com/world/international/displaystory.cfm?story\\_id=13240670](http://www.economist.com/world/international/displaystory.cfm?story_id=13240670)
5. Hall Gardner, *Prospects for the Transatlantic Relationship under the Obama Presidency: «Towards a Transatlantic Strategic Council»*, Cicero Foundation Great Debate Paper, No. 09/02 (2008)  
[http://www.cicerofoundation.org/lectures/Hall\\_Gardner\\_Transatlantic\\_Security\\_Council.pdf](http://www.cicerofoundation.org/lectures/Hall_Gardner_Transatlantic_Security_Council.pdf)
6. Monsieur le premier ministre français Edouard Balladur a proposé « un secrétariat permanent de l'Union, en vue de préparer des positions communes en matière de meetings internationaux ; la création progressive d'un marché commun trans-atlantique ; faire le lien formel entre euro et dollar ; converger les politiques d'approvisionnement énergétique et la sécurité de celui-ci ; enfin la création d'un Conseil exécutif trans-Atlantique composés de leaders qui se réuniraient tous les trois mois. » <http://www.iht.com/articles/2008/01/07/europe/politicus.php>. Voir Edouard Balladur, *Pour une Union occidentale entre l'Europe et les Etats-Unis* (2007). Voir aussi ma position antérieure pour un Conseil stratégique politico-économique transatlantique « *Transatlantic Political-Economic*

- and Strategic Council » relié à des groupes de contact régionaux « *Contact Groups* », Hall Gardner, « *Toward New Euro-Atlantic Euro Méditerranéen Security Communities*, » (éd.) *NATO and the European Union: New World, New Europe, New Threats* (Ashgate, 2004).
7. <http://my.barackobama.com/page/content/newenergy>
  8. Robert Gates, secrétaire à la défense des USA, a préconisé une offre d'aide à l'armée nationale afghane (ANA), qui augmenterait beaucoup les moyens de celle-ci. La dite offre permettrait à l'ANA d'arriver à 120.000, presque le double de sa taille actuelle. Le but précédent était d'augmenter l'ANA à 80,000 troupes. Robert Gates avait initialement résisté aux appels d'éclipser le leadership de partenaires clé à l'OTAN dans la Commande régionale sud (Canada, Grande Bretagne et Pays-Bas), mais une insurgence résiliente associée à de la pression politique gagnent à présent la partie. Le Pentagone élabore des plans pour une commande unie.  
[http://www.cdi.org/program/document.cfm?DocumentID=4376&StartRow=1&ListRows=10&appendURL=&Orderby=D.DateLastUpdated&ProgramID=39&from\\_page=index.cfm](http://www.cdi.org/program/document.cfm?DocumentID=4376&StartRow=1&ListRows=10&appendURL=&Orderby=D.DateLastUpdated&ProgramID=39&from_page=index.cfm)
  9. La politique Obama envers Afghanistan a mené Al-Qaeda à le dénoncer comme un « *house Negro* » (domestique nègre) en se servant de langage associé à Malcolm X- dans l'effort visant à faire appel aux Musulmans Noirs Américains.  
[http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2009/01/24/AR2009012401703\\_pf.html](http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2009/01/24/AR2009012401703_pf.html)
  10. Des actes isolés peuvent miner la crédibilité d'un gouvernement civil élu au Pakistan, compromettre ses efforts de gérer la situation trouble ; élargir les droits du militaire pakistanais -> compenser un gouvernement sans effet ; renforcer les revendications des religieux qui ont perdu les élections de février 2008 ; Les gouvernements fédéral et NWFP soutiennent ouvertement l'action militaire contre des éléments violents dans les zones tribales. Si les assauts américains continuent, ils ne seront pas en position de maintenir leur posture de soutien. *Double-speak – du Docteur Hasan-Askari Rizvi*  
[http://www.dailytimes.com.pk/default.asp?page=2008\09\21\story\\_21-9-2008\\_pg3\\_2](http://www.dailytimes.com.pk/default.asp?page=2008\09\21\story_21-9-2008_pg3_2)
  11. [http://www.whitehouse.gov/assets/documents/Afghanistan-Pakistan\\_White\\_Paper.pdf](http://www.whitehouse.gov/assets/documents/Afghanistan-Pakistan_White_Paper.pdf)
  12. <http://www.nytimes.com/2009/03/27/world/asia/27taliban.html>
  13. *White Paper of the Interagency Policy Group's Report on U.S. Policy toward Afghanistan and Pakistan* : [http://www.whitehouse.gov/assets/documents/Afghanistan-Pakistan\\_White\\_Paper.pdf](http://www.whitehouse.gov/assets/documents/Afghanistan-Pakistan_White_Paper.pdf)
  14. <http://www.guardian.co.uk/world/2009/mar/26/mexico-hillary-clinton-drugs-weapons>
  15. Hall Gardner, Prospects for the Transatlantic Relationship under the Obama Presidency: "Towards a Transatlantic Strategic Council" Cicero Foundation Great Debate Paper, No. 09/02 (2008)  
[http://www.cicerofoundation.org/lectures/Hall\\_Gardner\\_Transatlantic\\_Security\\_Council.pdf](http://www.cicerofoundation.org/lectures/Hall_Gardner_Transatlantic_Security_Council.pdf)
  16. *Bloomberg News* (March 5, 2009)